

## CAHIER DES CHARGES N°3000088192

Réf. : ASNR-2025-050\_ASS TECH MUT\_PREV  
SENSIBLE : ~~OUI~~ NON

**Objet :** Assistance technique en vue du lancement d'une consultation pour le renouvellement de la couverture santé et prévoyance des collaborateurs de l'ASNR

### Documents associés :

#### HISTORIQUE DES MODIFICATIONS DU DOCUMENT

Indice	Date	
		Version initiale du document

Nom et visa du rédacteur :	Nom et visa du vérificateur :	Nom et visa de l'approbateur :
Date : A. CLARET	Date : G.DIDIER	Date : E.BELLANGE

# SOMMAIRE

<b>OBJET DU DOCUMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>1. PRESENTATION DE L'ASNR ET DESCRIPTION DU CADRE GENERAL DE LA PRESTATION.....</b>	<b>3</b>
1.1. PRESENTATION DE L'ASNR .....	3
1.2. PRESENTATION DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	5
1.3. PRESENTATION DE LA POPULATION MIXTE DE L'ASNR ET SES CONTRATS .....	5
1.4. LA DEMANDE .....	5
<b>2. DEFINITION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>6</b>
2.1. ANALYSE DE L'ACCORD DES MINISTRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS DU 21 JUIN 2024 ET DES CONTRATS ASNR EXISTANTS.....	6
2.2. ANALYSE DE LA PERFORMANCE .....	8
2.3. REDACTION DU CAHIER DES CHARGES .....	8
2.4. PARTIES TECHNIQUES ET FINANCIERES .....	9
2.5. NOTE DE SYNTHESE .....	9
<b>3. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>10</b>
3.1. OBLIGATION D'INFORMATION .....	10
3.2. LIEU D'EXECUTION .....	10
3.3. CONFIDENTIALITE .....	10
3.4. CONDITIONS PARTICULIERES.....	10
<b>4. INTERFACE ASNR.....</b>	<b>10</b>
<b>5. ORGANISATION ET SUIVI.....</b>	<b>11</b>
<b>6. INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>11</b>
<b>7. BUDGET .....</b>	<b>11</b>

## OBJET DU DOCUMENT

L'ASNR souhaite faire appel à une assistance technique en vue du lancement d'une consultation pour le renouvellement de la couverture santé et prévoyance des collaborateurs de l'ASNR.

Le marché sera passé pour l'ASNR, Autorité Administrative Indépendante constituée de salariés de droit privé et d'agents publics.

La réalisation de cette prestation sera effectuée pour le compte de la Direction des Ressources Humaines.

A titre informatif, le contrat santé prévoyance liant actuellement l'ASNR prendra fin le 31/12/2027.

Le présent document définit les conditions de réalisation de la prestation.

## 1. PRESENTATION DE L'ASNR ET DESCRIPTION DU CADRE GENERAL DE LA PRESTATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'ASNR

L'ASNR a été créée le 1er janvier 2025. Sa création a été inscrite dans le texte de la loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Elle est le résultat de la fusion entre l'ASN et l'IRSN.

En tant qu'Autorité administrative indépendante (AAI), l'ASNR est dirigée par un collège de cinq commissaires qui définit la politique générale de l'Autorité en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, dans toutes les missions qui sont les siennes :

- Mener des recherches ;
- Expertiser ;
- Réglementer ;
- Contrôler ;
- Gérer les situations d'urgence ;
- Former ;
- Informer et dialoguer avec la société sur les sujets qui la concernent ;
- Développer une culture de radioprotection chez les citoyens.

Avec plus de 2000 collaborateurs, l'ASNR assure une mission générale d'expertise, de recherche et de formation dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. En relation avec des organismes publics ou privés, français ou étrangers, elle contribue, par ses travaux d'analyse, de mesurage et de dosage ainsi que par ses activités d'expertise, de recherche et de formation, au maintien d'un haut niveau de compétences en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection et concourt à l'amélioration constante des connaissances scientifiques et techniques dans ces domaines. Elle assure une veille permanente en matière de radioprotection sur le territoire national. Elle contribue à la surveillance radiologique de l'environnement et des personnes exposées aux rayonnements ionisants ainsi qu'au recueil et à l'analyse de données dosimétriques concernant la population générale, les travailleurs et les patients, y compris en cas d'accident nucléaire. Elle participe, dans ses domaines de compétence, à l'information du public et à la mise en œuvre de la transparence. Elle contribue au développement d'une culture de radioprotection chez les citoyens.

L'ASNR est implantée sur l'ensemble du territoire français. Son siège est à Montrouge et elle dispose de 11 divisions (Bordeaux, Caen, Châlons-en-Champagne, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Orléans, Paris, Strasbourg) lui permettant d'exercer ses missions de contrôle sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans les départements et régions d'outre-mer. Elle est également établie à Fontenay-aux-Roses et Cadarache, sites principaux de l'expertise et de la recherche en sûreté nucléaire et en radioprotection, ainsi qu'au Vésinet, site

principal de la surveillance de l'environnement. Elle dispose également d'antennes d'expertise et de recherche à Cherbourg, les Angles et Tahiti.



À noter que l'ASNR exerce ses activités à l'exclusion de toute responsabilité au titre d'exploitant nucléaire (donc hors Responsabilité Civile Nucléaire). Toutefois, certains risques à couvrir relèvent de dommage pouvant avoir pour origine un dommage radiologique (hors accident nucléaire tel que défini par la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (Convention de Paris) du 29 juillet 1960 amendée le 28 janvier 1964 et le 16 novembre 1982).

## 1.2. PRESENTATION DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Direction des ressources humaines (DRH) est responsable de la politique de recrutement, de la rémunération des personnels, de la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, de la gestion des habilitations inspecteurs, de la santé au travail, des questions juridiques relatives au personnel et des relations sociales.

Plus particulièrement, la DRH est chargée de :

- Attirer et fidéliser les collaborateurs ;
- Développer les opportunités de carrière des collaborateurs ;
- Proposer et mettre en œuvre une politique d'innovation sociale ;
- Proposer et déployer une gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences ;
- Proposer la politique de rémunération globale de l'Autorité et piloter la masse salariale ;
- Produire les éléments d'analyse en matière de contrôle de gestion sociale, pour le pilotage des effectifs et du plan emploi ;
- Piloter les relations sociales et la négociation collective ;
- Développer les dispositifs et actions de qualité de vie au travail ;
- Proposer et décliner les politiques managériales ;
- Assurer la gestion du personnel et la paie.

La présente demande est pilotée par la DRH.

## 1.3. PRESENTATION DE LA POPULATION MIXTE DE L'ASNR ET SES CONTRATS

L'ASNR compte plus de 2000 collaborateurs dont les trois quarts sont des salariés de droit privé et un quart des agents de la fonction publique d'Etat. Cette répartition en termes de statuts n'a pas vocation à évoluer dans le futur.

Le contrat santé/prévoyance actuel de l'ASNR n'est applicable qu'aux salariés de droit privé.

En application de l'accord interministériel du 26 janvier 2022, les agents des ministères économiques et financiers bénéficieront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, d'un contrat collectif de protection sociale obligatoire défini par l'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024. L'ASNR a fait le choix d'adhérer à ce contrat pour ses agents publics.

Concernant le volet prévoyance incapacité/invalidité/décès du contrat de protection sociale complémentaire, de la même manière, l'adhésion est obligatoire pour les agents publics.

## 1.4. LA DEMANDE

Dans le cadre de son obligation de résultat, l'ASNR impose au Titulaire d'obtenir, dans le cadre de la consultation découlant de ses prestations, des conditions (niveau de prestations, part salarié/employeur de la cotisation, les bénéficiaires...) au moins similaires aux marchés en cours d'exécution au sein de l'ASNR.

Il est toutefois attendu du Titulaire, en plus de l'obligation citée dans l'alinéa précédent, des propositions afin de compléter, améliorer l'offre, et conseiller l'ASNR dans l'actualisation de ses besoins notamment vis-à-vis des garanties appliquées dans les contrats de santé et prévoyance à ce jour de manière générale.

L'ASNR souhaite également étudier l'opportunité d'avoir un contrat qui réponde aux exigences de l'Accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024 afin de pouvoir intégrer l'ensemble de ses personnels dans un seul et unique contrat.

L'ASNR souhaite être accompagnée et conseillée sur cet appel d'offres notamment vis-à-vis de la particularité de sa population.

## 2. DEFINITION DE LA PRESTATION

L'ASNR souhaite être accompagnée pour :

### 2.1. ANALYSE DE L'ACCORD DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DU 21 JUIN 2024 ET DES CONTRATS ASNR EXISTANTS

Mutuelle/Protection social complémentaire :

L'ASNR s'interroge sur l'opportunité d'avoir un contrat unique pour l'ensemble de ses personnels.

L'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024 précise que le contrat souscrit pour les agents publics est obligatoire, sauf cas dérogatoire.

L'ASNR souhaite obtenir une analyse comparative entre cet accord et le contrat santé/prévoyance des salariés de droit privé existant, en matière de garanties et de modalités de financement. Concernant les garanties, l'objectif est d'identifier les différences et d'étudier les améliorations possibles qui permettraient le rapprochement entre les deux contrats.

Concernant les modalités de financement, l'ASNR prend en charge la cotisation des salariés de droit privé à hauteur de 73% alors que l'accord des ministères économiques et financiers indique une prise en charge de l'employeur à hauteur de 50%. Comment permettre à l'ASNR de proposer une participation équivalente auprès de ses salariés et de ses agents publics ?

L'analyse doit aussi permettre de déterminer :

- Si les salariés de droit privé peuvent être rattachés au contrat négocié par le ministère des finances auquel les agents publics de l'ASNR vont adhérer au 1<sup>er</sup> janvier 2026.
- À l'inverse, si les agents publics peuvent être rattachés au contrat des salariés de droit privé, si le socle du contrat respecte l'accord.

L'ASNR souhaite connaître l'impact financier de chaque scénario.

L'ASNR a également un contrat de complémentaire santé pour ses salariés de droit privé qui sont expatriés. La cotisation est prise en charge à 100% par le salarié.

Il est à noter que tous les flux de cotisations protection sociale complémentaire des salariés de droit privé passent par la DSN, ce qui n'est pas le cas du côté des agents publics.

Une analyse sur cet aspect technique dans le cadre d'un contrat unique est donc souhaitable afin de s'assurer que ce point n'est pas bloquant.

➔ Tranche ferme

L'ASNR attend donc les livrables suivants :

- [Analyse de l'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024](#) ;
- Analyse du contrat santé prévoyance existant pour les salariés de droit privé ;
- Analyse du contrat santé prévoyance existant pour les salariés expatriés ;
- Identification des similitudes et différences existantes entre le contrat proposé par le ministère des finances et le contrat des salariés de droit privé ;
- Identification des points sur lesquels le contrat proposé aux salariés de droit privé peut être aligné ou supérieur au contrat proposé aux agents publics ;
- Mise en évidence des points pour lesquels l'alignement entre les deux dispositifs ne serait pas évident.
- Identification des améliorations envisageables sur les garanties proposées par le contrat des salariés de droit privé, notamment en ce qui concerne les soins et leurs évolutions depuis le dernier contrat mis en place (médecine douce, Inlay/onlay...), être plus alignés avec les pratiques d'aujourd'hui en termes de soins ;

- Identification des leviers de performance au regard des contrats actuels par rapport aux enjeux de santé (préconisation d'une stratégie d'achat) ;
- Analyser la possibilité d'obtenir un contrat ASNR qui garantisse aux agents publics à minima les mêmes prestations que celles proposées par le contrat du ministère des finances ;
- Analyser la possibilité de proposer une surcomplémentaire afin que les agents publics puissent y souscrire s'ils le souhaitent pour compléter leur contrat obligatoire.

➔ Délai maximum de remise des livrables : 30 jours ouvrés à compter de la date de notification du présent marché.

#### Prévoyance invalidité/décès :

L'ASNR souhaite une analyse du contrat existant pour les salariés de droit privé et une analyse de ce qu'il est prévu dans le décret n° 2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat.

Actuellement, la cotisation des salariés de droit privé est prise en charge à 100% par l'ASNR. L'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024 indique une prise en charge à hauteur de 7€ pour les agents publics.

L'ASNR a également 3 autres contrats de prévoyance invalidité/décès :

- Un contrat obligatoire pour les expatriés ;
- Un contrat facultatif pour les salariés et contractuels de droit public ;
- Un contrat facultatif pour ses cadres supérieurs.

Il est à noter que tous les flux de cotisations prévoyance invalidité/décès des salariés de droit privé passent par la DSN, ce qui n'est pas le cas du côté des agents publics.

Une analyse sur cet aspect technique dans le cadre d'un contrat unique est donc souhaitable afin de s'assurer que ce point n'est pas bloquant.

➔ Tranche ferme

L'ASNR attend donc les livrables suivants :

- Analyse de l'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024 ;
- Analyse du contrat prévoyance invalidité décès existant pour les salariés de droit privé ;
- Analyse du contrat prévoyance invalidité/décès des expatriés ;
- Analyse du contrat facultatif des salariés et contractuels ;
- Analyse du contrat des cadres supérieurs ;
- Identification des similitudes et différences existantes entre le dispositif des agents publics et le contrat des salariés de droit privé ;
- Identification des points sur lesquels le contrat proposé aux salariés de droit privé peut être aligné ou supérieur au dispositif proposé aux agents publics ;
- Mise en évidence des points pour lesquels l'alignement entre les deux dispositifs ne serait pas évident.
- Identification des améliorations envisageables sur les garanties proposées par le contrat des salariés de droit privé, notamment vis-à-vis des points d'attentions suivants : salaire de référence, base de revalorisation, clause sur la pension d'invalidité à zéro, cumul des prestations ;
- Identification des leviers de performance au regard des contrats actuels par rapport aux enjeux de santé (préconisation d'une stratégie d'achat) ;
- Analyser la possibilité d'obtenir un contrat ASNR qui garantisse à minima les mêmes prestations que celui des agents publics.

➔ Délai maximum de remise des livrables : 30 jours ouvrés à compter de la date de notification du présent marché.

A la suite de cela, l'ASNR souhaite travailler une stratégie de négociation avec le Titulaire à travers nos groupes de travail en interne, avec le groupe projet ASNR. Cette stratégie permettra de négocier avec les candidats à l'appel d'offres.

Il est à prévoir une réunion intermédiaire à distance et 2 réunions de restitution (Complémentaire santé et Prévoyance invalidité/décès) auprès des représentants de l'ASNR (2 demi-journées) sur le site de Fontenay-aux-Roses.

## **2.2. ANALYSE DE LA PERFORMANCE**

L'ASNR souhaite avoir une analyse de la performance des contrats des salariés de droit privé ainsi que de ce qui est indiqué dans l'accord des ministères économiques et financiers du 21 juin 2024.

Il est attendu une comparaison public/privé avec notamment l'analyse de performance des différentes garanties complémentaire santé et prévoyance invalidité/décès. L'ASNR souhaite également la mise en évidence des améliorations possibles des garanties au regard notamment des évolutions en termes de soins.

➔ Tranche ferme

Livrable :

- Rapport d'analyse sur la performance des contrats et les améliorations possibles.

➔ Délai maximum de remise des livrables : 30 jours ouvrés à compter de la date de notification du présent marché.

## **2.3. REDACTION DU CAHIER DES CHARGES**

A partir des analyses faites aux étapes précédentes, l'ASNR souhaite être accompagnée pour la rédaction du cahier des charges pour la nouvelle consultation (2 phases : mutuelle et prévoyance), de la grille de prix et proposition de critères de sélection des candidatures et de jugement des offres (incluant également l'assistance et le conseil lors de la procédure administrative de passation des marchés, c'est-à-dire notamment être référent technique lors de la consultation auprès des candidats : réponses aux questions techniques. Les questions posées par les entreprises seront transférées au Titulaire par le Service achats).

➔ Tranche ferme

Livrable :

- Cahier des charges de la consultation « complémentaire santé / prévoyance invalidité décès », grille de prix et critères de sélection des candidatures et de jugement des offres.
  - ➔ Délai maximum de remise des livrables : 10 jours ouvrés à partir de la date de commande communiquée par courriel.
- Réponses aux questions techniques des candidats au cours des délais de remise des candidatures et des offres.
  - ➔ Délai maximum de remise des livrables : 2 jours ouvrés à partir de la réception des questions transmises par courriel.

Il est à prévoir une réunion préparatoire à distance puis 2 réunions de restitution auprès des représentants de l'ASNR (2 demi-journées) sur le site de Fontenay-aux-Roses.



## 2.4. PARTIES TECHNIQUES ET FINANCIERES

La consultation visant à attribuer le marché de mutuelle et de prévoyance sera passée sous le régime de la procédure avec négociation, telle que définie aux articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique. Il en découlera donc deux phases distinctes à mener : la phase candidature et la phase offre, durant lesquelles le titulaire assistera l'ASNR. Il est à noter que la phase offre comportera nécessairement une phase de négociations qui pourra se dérouler en plusieurs étapes, visant à réduire le nombre de candidats sélectionnés.

Jalons calendaires indicatifs : cette procédure devrait être publiée par l'ASNR sur PLACE (profil acheteur) dans le courant de l'été 2026 (phase candidature), et s'achever par la notification du marché été 2027, pour permettre d'initier une phase de réversibilité entre le titulaire sortant et le titulaire entrant de l'été 2027 au 31/12/2027.

Phase candidature :

Il est attendu une analyse des candidatures et la rédaction du rapport d'analyse des candidatures associé, en conformité avec les critères de sélection des candidatures définis au sein du règlement de la consultation.

Phase offre :

Il est attendu une analyse technique et la rédaction de la partie technique du rapport d'analyse, en conformité avec les critères de jugement des offres définis au sein du règlement de la consultation.

L'ASNR souhaite une analyse financière et la rédaction de la partie financière du rapport d'analyse, en conformité avec les critères de jugement des offres définis au sein du règlement de la consultation.

Ces rapports seront rédigés et établis à plusieurs stades de la procédure : lors de l'analyse des offres initiales, puis celle des offres finales.

➔ Tranche optionnelle

Livrables :

- Rapport d'analyse des candidatures.
- Rapport d'analyse technique des offres.
- Rapport d'analyse financière des offres.

➔ Délai maximum de remise des livrables : 10 jours ouvrés à compter de la date d'affermissement de la tranche optionnelle (les offres seront mises à la disposition du Titulaire par l'ASNR par voie dématérialisée, par France Transfert par exemple).

Il est à prévoir une réunion en distanciel de présentation et de restitution des travaux d'analyse menés par le Titulaire à l'équipe projet achats de l'ASNR, pour chaque phase (candidature puis offre, soit 2 demi-journées à minima, et 1 demi-journée par rapport intermédiaire si la phase de négociations se déroulait en plusieurs étapes). Si des modifications des rapports étaient demandées par l'ASNR en vue de leur finalisation par le Titulaire, une autre réunion de restitution à distance sera nécessaire.

## 2.5. NOTE DE SYNTHESE

L'ASNR souhaite que soit réalisée la préparation de la note de synthèse de présentation aux instances syndicales (et la participation à cette (ces) réunion(s) : la durée d'une réunion est estimée à ½ journée).

➔ Tranche optionnelle

Livrables :

- Note de synthèse de présentation aux instances syndicales.

- ➔ Délai maximum de remise des livrables : 5 jours ouvrés à compter de la date d'affermissement de la tranche optionnelle.
- Compte-rendu de réunion avec les instances syndicales.
- ➔ Délai maximum de remise des livrables : 2 jours ouvrés à compter de la date de la session.

### **3. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

#### **3.1. OBLIGATION D'INFORMATION**

Le soumissionnaire, dès la phase de consultation, puis le titulaire en cours de réalisation du contrat, a pour obligation d'informer l'ASNR dès lors qu'il identifierait un conflit d'intérêt relatif à l'objet des prestations, susceptible de compromettre la neutralité des travaux qui lui sont confiés. A défaut d'une information du Titulaire, l'ASNR pourra résilier le contrat de façon unilatérale, sans préavis et sans indemnités pour le Titulaire.

#### **3.2. LIEU D'EXECUTION**

Par la nature des prestations et des différents contacts à prendre, la prestation se déroulera principalement dans les locaux du prestataire et sur le site de Fontenay-aux-Roses.

#### **3.3. CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire s'engagera, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs ou sous-traitants éventuels, à ne pas communiquer ni publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de l'ASNR, les résultats de la prestation ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance, pendant la consultation, et à l'occasion de l'exécution de la prestation que lui confie l'ASNR, et cela, sans limitation dans le temps.

Le Titulaire s'engagera à ne conserver, à l'issue de la prestation, aucun des produits de la prestation et à ne conserver aucun des documents transmis par l'ASNR.

#### **3.4. CONDITIONS PARTICULIERES**

Le titulaire devra être immatriculé au Registre ORIAS.

Par ailleurs, le titulaire, ses filiales ou son groupe ne pourront pas postuler dans le cadre de la seconde procédure.

### **4. INTERFACE ASNR**

Le Prestataire désignera un interlocuteur privilégié en interface avec l'ASNR.

Les interlocuteurs techniques de l'ASNR pour cette prestation sont :

- Service de recrutement, carrières et contrôle de gestion sociale ;
- Service RH de gestion des agents publics ;
- Service Achats – Inès SEKOL : 01.58.35.94.08 / ines.sekol@ASNR.fr
- Tout référent technique, désigné par l'ASNR en cours d'exécution pour des questions techniques spécifiques (Achat, RH, etc.).

## 5. ORGANISATION ET SUIVI

L'organisation du titulaire pour la réalisation de cette prestation se conformera à un environnement Assurance Qualité concernant les méthodes de travail mises en œuvre (organisation et suivi de la réalisation, respect des délais, validation documentaire...).

Des réunions seront prévues concernant les étapes 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5. Au cours de ces réunions, pourront notamment être évoqués :

- La présentation des livrables,
- Les éventuelles difficultés rencontrées,
- Le cas échéant, la mise à jour du planning de réalisation, le suivi des indicateurs.

Des points réguliers supplémentaires, pourront être réalisés tout au long de la prestation, autant que de besoin.

## 6. INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'ASNR propose les indicateurs de performances suivants que pourra compléter le prestataire :

- Respect du planning validé,
- Qualité des livrables.

L'application de pénalités est attachée aux résultats de ces indicateurs comme indiqué au projet de marché.

## 7. BUDGET

L'enveloppe budgétaire maximale de l'ASNR pour ce marché, toutes tranches comprises, est de : 60 000 € HT, et ne doit nullement être considérée par les candidats potentiels comme un montant minimum contractuel.

Le critère prix étant évalué dans le cadre du jugement des offres, l'ASNR invite les candidats à remettre leur meilleure proposition technique et financière dès la remise des offres.